



CLIENT : -
DESTINATAIRE : -
VOTRE REFERENCE : -

DELAI : -
NOTRE REFERENCE : -

DATE : 23/09/2010

MANO FORTY – ITALIE

ENCOURS DEMANDE	ENCOURS CONSEILLE	NOTE
MAXIMUM	1 million EUR	11/20

TENDANCE GÉNÉRALE : **Stable** ⇔

POINTS POSITIFS	POINTS NÉGATIFS
<ul style="list-style-type: none">Amélioration de l'environnement bancaireRéinjection de capital social récente (2009)Capitaux propres en haussePrévisions 2010 encourageantes	<ul style="list-style-type: none">Chiffre d'affaires en baisse depuis 2007Endettement bancaire élevéDélais de paiements longs

CHIFFRES NON PUBLIÉS OBTENUS PAR NOS SOURCES

- | | |
|----------------------------------|---------------------------------------|
| CA 2010 : 14 millions EUR (est.) | Dettes bancaires 2010: 5 millions EUR |
| RN 2010 : 100 000 EUR (est.) | Délai moyen de paiements : 77 jours |



IDENTIFICATION

Dénomination	MANO FORTY SPD
DBA	MANO FORTY
Adresse (Siège)	Via Concordia 15, 31046 Oderzo (TV), Italie
Téléphone	+39 0422 00 5000
Fax	+39 0422 00 4000
N°TVA	IT03929290500
N° RC	TV309501
Création	1950 et enregistrée le 29/11/2004
Forme juridique	SA de droit italien
Capital	2.501 millions EUR
Gestion	M. Aldo LUCRESE, Président du Conseil d'Administration
Effectif	118 personnes (non consolidé)
Activité Principale	Fabrication de chauffage et de climatiseurs
Marques distribuées	MANO FORTY
Partenaires bancaires	BANCA DI TREVISO INTESA SANPAOLO BANCA DI MONASTIER E DEL SILE



NOTRE ANALYSE

ACTIVITE

Nous vous rappelons que MANO FORTY SPA est une SA de droit italien, créée en 1963 et enregistrée au registre du commerce le 29/11/2004 sous le n° TV309501.

La société est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de chauffages et de climatiseurs.

La structure possède 7 lignes de produits: FORTY CHILLER, FORTY HOT, FORTY BATH, FORTY DESIGN, FORTY FIRE, FORTY WIND et FORTY ELECTRIC.

L'affaire réalise 63% de son chiffre d'affaires à l'exportation vers les pays suivants :

Argentine	Finlande	Roumanie
Autriche	Allemagne	Russie
Bulgarie	Royaume Uni	Slovénie
Canada	Irlande	Espagne
Chili	Israël	Suède
Chypre	Hongrie	Suisse
Croatie	Kuwait	États-Unis
Danemark	Norvège	Uruguay
Egypte	Portugal	

La société vend ses produits sous la marque MANO FORTY.

MANO FORTY SPA fournit notamment les entreprises dans différents secteurs comme : le secteur industriel, le secteur résidentiel, le secteur commercial, le secteur hôtelier et le secteur hospitalier.

Le nom des partenaires ne nous a pas été communiqué pour des raisons de confidentialité.

La société importe ses matières premières d'Europe.

Le nom des fournisseurs n'est pas connu.

Elle a obtenu la certification ISO 9001 : 2000 auprès de l'organisme DNV ITALIA S.R.L. le 19/10/1999.

La société a été présente dans l'exposition EXPOCOMFORT du 23 au 27 mars 2010 à Milan.

A l'adresse précitée se trouve le siège social de MANO FORTY SPA, détenu en location. A cet emplacement se trouve des bureaux administratifs et d'ingénierie, un entrepôt ainsi que l'usine de fabrication.

A ce jour, 150 personnes travailleraient pour la société.



Éléments juridiques

Sur les bases de notre précédente enquête et d'après les sources officielles interrogées, nous avons identifié deux éléments relatifs à des événements extra ordinaires récents concernant la société :

1) Décret Numéro 46676/1 du 28/07/2009
Etat de la disposition : CONCESSIONE TRATTAMENTO
Validité du 16/03/2009 au 15/03/2010
Motif: Art. 1, comma 5, legge 223/91 (Crisi Aziendale)

L'entière société est impliquée par la disposition

2) Décret Numéro 46676 du 28/07/2009
Etat de la disposition : APPROVAZIONE PROGRAMMA
Validité du 16/03/2009 au 15/03/2010
Motif: Art. 1, comma 5, legge 223/91 (Crisi Aziendale)

L'entière société est impliquée par la disposition.

La Caisse d'Allocations Gains Exceptionnels (CIGS) est accordée dans le cas de crise, restructuration, réorganisation, conversion productive et faillite aux sociétés industrielles avec plus de 15 employés, du commerce avec plus de 50, et aux sociétés de l'industrie du livre.

ACTIONNAIRES – DIRIGEANTS - FILIALES ET PARTICIPATIONS

ACTIONNAIRES :

Le capital social est réparti de la façon suivante :

- MANO IMMOBILIARE SARL – 99%
Adresse : Via Concordia 58- 31046 Oderzo (TV), Italie
- M. Aldo MANO LUCRESE – 0,1%

DIRIGEANTS :

M. Aldo MANO LUCRESE est le Président du Conseil d'Administration.
Il est né à San Fior (TV) le 10/04/1940 et réside à Via Umbria, 31046 Oderzo (TV), Italie.

FILIALES ET PARTICIPATIONS :

Selon les registres officiels la société ne détiendrait ni filiale ni participation.



ELEMENTS FINANCIERS PUBLIES

DEVISE NATIONALE : EUR

Les états financiers sont non consolidés et sont communiqués en milliers d'EUR.

Nous vous rappelons qu'en Italie, le délai de dépôt des comptes est de 6 mois après la clôture de l'exercice, et que les délais de publication sur les registres officiels varient par la suite à plus ou moins 3 mois.

BILAN	31/12/2007	31/12/2008	08/07 (%)	31/12/2009	09/08 (%)
Actif	12 502	13 460	7,66	12 608	-6,33
Actif immobilisé	764	676	-11,57	560	-17,2
Immobilisations incorporelles	282	223	-21,12	180	-19,11
Immobilisations corporelles	481	452	-5,99	378	-16,3
Immobilisations financières	1	1	0	1	0
Actif circulant	11 738	12 784	8,91	12 048	-5,76
Stocks	4 287	4 865	13,46	3 755	-22,8
Crédits clients	5 014	5 008	-0,12	5 805	15,93
Autres activités	2 436	2 911	19,5	2 487	-14,57
Passif	12 502	13 460	7,66	12 608	-6,33
Patrimoine net	897	1 874	108,87	2 309	23,22
Capital social	1 500	1 973	31,53	2 501	26,77
Autre	-603	-99	83,62	-192	-94,29
Passif à moyens/longs termes	2 056	1 638	-20,3	1 779	8,58
Dettes vers banques	908	659	-27,47	831	26,16
Autres dettes	1 148	980	-14,63	948	-3,24
Passif courant	9 549	9 947	4,17	8 519	-14,35
Dettes vers banques	3 444	4 537	31,74	3 601	-20,63
Dettes vers fournisseurs	5 232	4 594	-12,2	4 241	-7,68
Autres dettes	874	817	-6,53	678	-17,01



...UN REGARD SUR LE MONDE

COMPTE DE RÉSULTAT	31/12/2007	31/12/2008	08/07 (%)	31/12/2009	09/08 (%)
Chiffre d'Affaires	19 849	16 564	-16,55	15 028	-9,27
Variation Stocks	1 073	364	-66,11	-1 102	-402,92
Valeur de la production	20 922	16 928	-19,09	13 927	-17,73
Achats	10 582	8 165	-22,84	6 418	-21,4
Variation matières	-54	-214	-295,23	8	103,64
Cout général	4 999	4 202	-15,94	3 731	-11,2
Cout de l'effectif	5 271	4 673	-11,34	3 501	-25,09
Marge de profit brut	124	102	-18,18	270	165,45
Amortissements Dépréciations	121	166	38	185	11,17
Stockages					
Stockages	551	0	-100	0	n.c.
Résultat d'exploitation	-547	-65	88,14	84	230,12
Total gains/couts financiers	-173	-298	-72,7	-228	23,64
Gains financiers	12	-30	-354,69	-4	87,28
Couts financiers	185	269	45,53	224	-16,56
Total autres gains/couts	547	370	-32,33	441	19,22
Résultats activités exceptionnelles	36	65	81,02	-1	-101
Résultats avant impôts	-137	72	152,46	297	313,42
Impôts sur le résultat	154	171	10,73	155	-9,38
Résultat	-291	-99	66,09	143	244,48
Bénéfice/Perte	-291	-99	66,09	143	244,48
Cash flow	-171	68	139,73	328	383,72

Aux vues des éléments financiers dont nous disposons, nous constatons dans un premier temps que le chiffre d'affaires de la société est en constante dégradation pour passer de 19 849 000 EUR en 2007 à 15 028 000 EUR en 2009 soit une variation de près de - 24.3%.

La société a vu, lors du dernier exercice comptable, ses charges d'exploitation directes diminuer en conséquence, et a également bénéficié d'une légère réduction de sa masse salariale. Ces éléments lui ont permis de redresser son résultat d'exploitation de -65 000 EUR en 2008 à 84 000 EUR.

Nous ne relevons aucun facteur financier ou exceptionnel significatif en 2009, et le résultat net atteint ainsi 143 000 EUR, contre -291 000 EUR en 2007.

Concernant l'étude bilancielle, nous ne relevons aucun investissement significatif en 2009.

Les actifs circulants pour leur part restent globalement stables malgré une perte de près d'1 million EUR de stock entre 2008 et 2009 mais un credit client de 5 805 000 EUR cette même année contre 5 008 000 EUR en 2008.

Le patrimoine net de la société est quant à lui en nette amélioration à 2 309 000 EUR suite à une augmentation de capital social pour un montant de 528 000 EUR. Son niveau est jugé faible puisqu'il ne représente que 18.5% du total du bilan.

L'endettement à moyen long terme est en nette augmentation du fait de l'augmentation des emprunts bancaires passés d' 1 638 000 EUR en 2008 à 1 779 000 EUR en 2009.



Le principal du passif est concentré sur l'endettement court terme de la société avec des dettes bancaires de 3 601 000 EUR ainsi qu'un encours fournisseur de 4 241 000 EUR.
Le niveau du fond de roulement reste cependant satisfaisant.

**Globalement donc, la situation financière de la société au 31/12/2009 semble se redresser malgré une baisse de l'activité constante enregistrée depuis 2006.
L'affaire pour remédier à ses difficultés aurait notamment réinjecter des fonds sous la forme de capital social, et aurait gelé ses investissements ainsi que sa masse salariale.**

ELEMENTS FINANCIERS NON PUBLIES OBTENUS DE NOS SOURCES

Lors de nos précédentes investigations, nous avons pu obtenir les informations suivantes :

- *Chiffre d'affaires 2009 : 13.7 millions EUR*
- *Résultat net 2009: -800 000 EUR*

La société semble avoir mieux fait face aux difficultés financières que ce qui était annoncé à son encontre, et les résultats 2009 publiés se sont avérés plutôt encourageants.

Grâce à nos sources, nous avons ainsi pu obtenir les nouvelles prévisions 2010 suivantes :

- Chiffre d'affaires : 14 millions EUR
- Résultat net : 100 000 EUR

Les capitaux propres sont annoncés à la hausse.

AVIS BANCAIRE

A ce jour, les dettes bancaires restent inchangées et sont les suivantes :

- Dettes court terme : 4 millions EUR
- Dettes moyen terme : 1 million EUR

La trésorerie est jugée normale et ne souffre pas de tension.

Les paiements sont honorés à 77 jours de moyenne contre 85 jours lors de notre dernière enquête. Les délais sont réguliers et les retards s'améliorent.

La **gestion** est devenue **normale**.

Le partenaire bancaire à ce jour n'émet pas de réserve à l'encontre de cette affaire.



ARBITRAGE ACREF

Nous sommes en présence d'une structure de moyenne taille qui réalise ses opérations sur le marché international.

Les indicateurs financiers dont nous disposons, sont bien meilleurs que nos prévisions ne nous le laissent percevoir lors de notre précédent rapport. En effet pour pallier à ses difficultés, la société a notamment réinjecter du capital social en 2009.

L'endettement bancaire de la société reste cependant élevé et son niveau d'activité reste en diminution, et nous conservons ainsi des réserves sur cette affaire.

Dès lors, un encours d'1 million EUR maximum nous semble réalisable à ce jour, et pour tout montant supérieur, nous vous recommandons d'avoir recours à des garanties financières.

Par ailleurs nous augmentons la note attribuée de 8/20 à 11/20 compte tenu de l'amélioration générale de la structure.

A RETENIR

<i>INDICATEURS FINANCIERS</i>	<i>INDICATEURS DE PAIEMENTS</i>
<ul style="list-style-type: none">✚ RENTABILITÉ : CORRECTE✚ ENDETTEMENT BANCAIRE : ÉLEVÉ✚ TRÉSORERIE : NORMALE	<ul style="list-style-type: none">✚ INCIDENTS : DIFFICULTES FINANCIERS RECENTES✚ PAIEMENTS : REGULIERS



TENDANCE DU RISQUE POLITIQUE ET ECONOMIQUE

Italie

L'économie peine à sortir du marasme

Déjà fragile, l'économie italienne est entrée en récession dès le deuxième trimestre 2008. Il aura fallu attendre 5 trimestres (le 3ème trimestre 2009) pour la voir amorcer une reprise grâce à une meilleure orientation des exportations et à la résilience de la consommation de ménages peu endettés et modérément engagés dans l'immobilier. Reprise d'ailleurs bien fragile, puisque l'activité a de nouveau reculé au dernier trimestre de 2009, avant toutefois de se reprendre au suivant, augurant d'une croissance faible en 2010.

La politique de relance a été marquée par sa retenue en raison d'une dette publique déjà élevée. Les mesures de soutien ont ciblé les populations modestes et les secteurs les plus touchés. Il s'agit plus d'une réorientation de dépenses existantes que de l'engagement de nouvelles.

Des exportations contraintes par le manque de compétitivité

Le principal soutien à l'activité vient d'un renouveau timide des exportations. Les ventes de produits de luxe (joaillerie, confection, maroquinerie, chaussure, lunettes, bateaux de plaisance, céramique...), après un court passage à vide, ont retrouvé un bon rythme. Les marchés asiatiques et proche-orientaux sont vite repartis, les débouchés américains et européens plus lentement. La situation est évidemment moins favorable pour les éléments de décoration d'intérieur, l'ameublement, la robinetterie du fait des difficultés persistantes dans l'immobilier résidentiel. Dans les créneaux où le « made in Italy » importe moins, comme la mécanique, l'automobile ou l'électroménager, l'atonie de l'investissement mondial et le manque récurrent de compétitivité, en dépit des progrès réalisés au cours des dernières années, continueront de peser. Le tourisme devrait profiter de la baisse de l'euro et de l'augmentation de la clientèle en provenance des pays émergents.

Malgré leur faible endettement et quelques mesures publiques de soutien comme des primes à l'achat d'électroménager et de matériel informatique, les ménages ne vont vraisemblablement pas tirer sur leur confortable épargne pour augmenter sensiblement leur consommation. La progression lente mais continue du chômage et la modération salariale ne vont pas les y inciter, tandis que la fin de la prime à la casse va peser sur leurs achats d'automobiles.

Après deux années de déclin modéré, l'investissement dans la construction résidentielle reprend bien timidement. Il en est de même avec l'investissement des entreprises, qui, malgré une incitation fiscale à l'acquisition d'équipements et à la recherche, reste affecté par le recul des exportations et de la production industrielle, qui sont loin d'avoir retrouvé leur niveau d'avant la crise.

Le plan d'économies budgétaires adopté en mai 2010 ne jouera qu'à partir de 2011. Représentant 1,6 points de PIB et constitué pour l'essentiel de réductions de dépenses (gel salaires et embauche de la fonction publique, diminution des transferts aux collectivités...), son impact sur l'activité devrait être limité.

Malgré une dette publique représentant 118% du PIB, mais dont l'origine remonte aux années 1980-1990, le pays ne subit pas, outre mesure, la pression des marchés. Grâce à la modestie du plan de relance, le déficit n'a pas excédé 5% en 2010. La balance primaire, hors service de la dette, n'est que légèrement déficitaire.



Les comportements de paiement restent médiocres

Avec la récession et la diminution de rentabilité induite par la baisse des ventes et la pression sur les prix, les comportements de paiement des entreprises, déjà marqués par de fréquents retards, se sont détériorés, d'abord modérément en 2008, puis plus fortement en 2009. Les délais moyens de paiement, qui pouvaient atteindre 120

jours, se sont encore allongés.

Les districts industriels du centre et du nord est ont été les plus affectés par le recul des exportations de biens d'équipement et de produits de luxe. Les PME, nombreuses dans ces régions, souvent fragilisées par une insuffisance de fonds propres et une dépendance au crédit bancaire, ont beaucoup souffert.

Elles ne doivent parfois leur survie qu'à des moratoires bancaires, au non paiement de la TVA et de leurs fournisseurs ou à la prise en charge du chômage partiel par la Cassa Integrazione. De fait, l'apurement n'est pas achevé.

Néanmoins, une amélioration se profile pour fin 2010 compte tenu à la fois de la reprise, de certains allègements fiscaux et d'une baisse des coûts unitaires résultant de l'adaptation des moyens de production et de la stabilité des salaires.

SPECIMEN